

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 - n° 120  
modifiant l'autorisation accordée à la société des Calcaires d'Ambillou  
d'exploiter une carrière et ses installations connexes  
au lieu-dit "Le Bois de la Coudraye" à Ambillou-Château, commune déléguée de Tuffalun (49700)**

**LE PRÉFET DU MAINE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment son titre Ier du livre V et son article R.181-46 ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 autorisant la société des Calcaires d'Ambillou à exploiter une carrière et ses installations connexes (12 ha 34 a 81 ca - 25 ans - Production max de 60 000 t/an) au lieu-dit "Le Bois de la Coudraye" à Ambillou-Château, commune déléguée de Tuffalun (49700) ;

**Vu** le courrier du 26 septembre 2018 du préfet prenant acte de l'implantation d'un nouvel hangar de stockage pour augmenter la capacité de stockage de produits bruts ou finis ;

**Vu** le courrier du 10 octobre 2023 du préfet prenant acte de l'implantation d'un nouvel hangar de stockage pour augmenter la capacité de stockage de produits bruts ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DIDD-2023 n°59 du 08 mars 2023 pris en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement de dispense d'étude d'impact la société des Calcaires d'Ambillou dans le cadre d'un projet relatif à une extension de la carrière sur une surface de 2 ha 15 a 70 ca (dont

environ 1,6 ha d'extraction) au sud de la voie communale n°8, sans augmentation de la production annuelle et sans modification de la durée de l'autorisation d'exploiter de 2016 susvisée ;

**Vu** la demande de la société des Calcaires d'Ambillou du 22 février 2024, complétée les 8 et 12 décembre 2025, sollicitant la modification des conditions d'exploitation de sa carrière de tuffeau par l'extension de 2 ha 15 a 70 ca susvisée, au lieu-dit "Le Bois de la Coudraye" à Ambillou-Château, commune déléguée de Tuffalun (49700);

**Vu** la note du directeur général de la prévention des risques du 20 décembre 2021, relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le dossier complété joint à la demande;

**Vu** l'avis du 13 janvier 2023 du maire de Tuffalun concernant la remise en état final du site ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 décembre 2025;

**Considérant** que la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée augmente l'emprise de la carrière de moins de 25 ha, ne modifie pas les conditions d'exploitation et de suivis prescrites et prévoit de les étendre à l'emprise d'extension et à les compléter ;

**Considérant** que les dispositions des arrêtés ministériels susvisés s'appliquent aux installations exploitées par la société des Calcaires d'Ambillou ;

**Considérant** que la société des Calcaires d'Ambillou doit, de plus, respecter des prescriptions préfectorales déjà existantes ;

**Considérant** que la nature des impacts attendus sur l'environnement de la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société des Calcaires d'Ambillou apparaît limitée ;

**Considérant** que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que cette modification notable sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être prises en compte ;

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier ou compléter l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 autorisant la société des Calcaires d'Ambillou à exploiter une carrière et ses installations connexes (12 ha 34 a 81 ca - 25 ans - Production max de 60 000 t/an) au lieu-dit "Le Bois de la Coudraye" à Ambillou-Château, sur la commune de Tuffalun, pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

**Considérant** que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la modification sollicitée et la nature limitée de ses effets attendus sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit

nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBIET**

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 autorisant la société des Calcaires d'Ambillou à exploiter une carrière et ses installations connexes (12 ha 34 a 81 ca - 25 ans - Production max de 60 000 t/an) au lieu-dit "Le Bois de la Coudraye" à Ambillou-Château, commune déléguée de Tuffalun (49700), dont le siège social est situé 1 rue Principale à Louresse-Rochemenier (49700), à exploiter une carrière de (tuffeau : calcaire crayeux) sont modifiées par celles du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

Les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société des Calcaires d'Ambillou dont le siège social est situé 1 rue Principale à Louresse-Rochemenier (49700) est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de roches massives (tuffeau : calcaire crayeux) et des installations connexes (installation de concassage, criblage et sciage) au lieu-dit "Le Bois de la Coudraye" à Ambillou-Château sur une superficie de 14 ha 50 a 51 ca du territoire de la commune de Tuffalun (49700).

### **ARTICLE 3 – INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU À ENREGISTREMENT**

Les dispositions de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, enregistrement ou déclaration, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement sont applicables aux installations classées de l'établissement relevant de ce régime.

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration (avec et sans contrôle) sont applicables aux installations classées de l'établissement relevant de ce régime.

### **ARTICLE 4 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé est renommé « Liste des installations de l'établissement ».

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

**a) Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :**

Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement listées dans les tableaux ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510.1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières	Emprise totale du site : 14 ha 50 a 51 ca Production annuelle : - maximum 60 000 t	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance de l'ordre de 250 kW	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 2 – supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie max. < 10 000 m <sup>2</sup>	D

\* A : Autorisation, E : Enregistrement , D : Déclaration

**b) Liste des rubriques applicables au titre de la nomenclature eau :**

Les opérations prévues dans l'établissement, dans le cadre de l'exploitation des installations classées qui relèvent du régime de l'autorisation prévu aux articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
1.1.1.0°	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres et un forage	D

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	2,15 ha (rejet par infiltration naturelle dans le substratum)	D

\* D : Déclaration

Les installations comportent notamment :

- des installations de traitement (concassage, criblage) des matériaux extraits ou apportés sur le site (elles sont dans un hangar) ;
- des engins (pelle, chargeuse, tombereaux,...) ;
- des convoyeurs à bande de matériaux (notamment à la sortie d'installations de traitement) ;
- un pont bascule (mis en place lors de la première phase quinquennale d'exploitation) ;
- une aire étanche d'entretien et de ravitaillement des engins associée à un séparateur d'hydrocarbures ;
- un petit atelier de sciage (6 kW) destiné à valoriser des blocs indurés du gisement (activité marginale) ;
- un forage alimentant l'atelier de sciage et l'arrosage en eau (via citerne tampon) ;
- un bassin de collecte des eaux utilisées au sciage ;
- des stockages de matériaux (extraits, fabriqués, apports) dont certains sous hangars ;
- des locaux techniques (stockage de produits et de matériels, atelier,...) ;
- trois piézomètres de surveillance ;
- un local pour le personnel.

#### **ARTICLE 5 – SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Conformément au plan parcellaire communiqué dans le cadre de l'instruction de la demande de modification portée à connaissance du préfet, susvisée, du 22 février 2024 dont un exemplaire est annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes du plan cadastral de la commune de Tuffalun :

	Parcelles concernées		Surface
	Section	Numéro (p = pour partie)	
Autorisées (renouvelées en 2016)	A	647p, 648, 1152p, 1312p	4 ha 53 a 57 ca
Extension (de 2016)	A	647p	6 a
	YO	6, 7, 8, 10, 11, 43p, 45p, 46	7 ha 75 a 24 ca
Extension (de 2025)	YO	12	2 ha 15 a 70 ca
Surface totale du projet			14 ha 50 a 51 ca

Le plan parcellaire annexé au présent arrêté remplace celui annexé à l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé.



#### **ARTICLE 6 – SURFACE D'EXTRACTION AUTORISÉE**

Les dispositions de l'article 1.2.3.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La surface totale d'extraction des matériaux est d'environ 9 ha, dont 1,6 ha sur la parcelle n°YO12.

#### **ARTICLE 7 – PRODUCTION AUTORISÉE**

Les dispositions de l'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La production maximale annuelle de la carrière ne peut dépasser 60 000 t (matériaux extraits).

Le tonnage total de produits à extraire est de l'ordre de 805 000 tonnes.

La production maximale annuelle de matériaux recyclés à partir de rebuts de fabrication de briques est de l'ordre de 2 000 t.

Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées par pesées.

#### **ARTICLE 8 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les dispositions de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

- période 2 (5 ans) : 216 884 € TTC ;
- période 3 (5 ans) : 216 884 € TTC ;
- période 4 (5 ans) : 217 267 € TTC ;
- période 5 (5 ans) : 187 443 € TTC.

Ces montants étant définis par référence à l'indice TP 01 de novembre 2023 égal à 130,3.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières actualisées (compte tenu du dernier indice TP01 connu) prévues par l'article R.516-1-2° du Code de l'environnement dans les 15 jours suivants la notification du présent arrêté.

La transmission de l'exploitant précise la valeur de l'indice TP01 et le taux de TVA utilisés.

#### **ARTICLE 9 – CESSATION D'ACTIVITÉ**

Les dispositions de l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant :

- Un usage agricole au sens du 5° de l'article D.556-1 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 10 – ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES**

Les dispositions de l'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- l'arrêté du 31 mars 1980 du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter un risque d'explosion ;
- les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 du Ministre de l'Environnement relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.543-1 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 11 – RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions du chapitre 1.9 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code forestier, le Code du travail (dont règlement général des industries extractives), le Code de la route, le Code de la voirie routière et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la mesure où l'exploitant est propriétaire du terrain ou a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter ou de l'utiliser.

L'exploitant tient les justificatifs de la maîtrise foncière des terrains exploités à la disposition de l'inspection des installations classées.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précisées dans le présent arrêté ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent régulièrement être ordonnées dans ce but.

#### **ARTICLE 12 – AMÉNAGEMENTS PRÉALABLES À L'EXPLOITATION DE LA PARCELLE N°YO12**

Les dispositions prévues par les articles 2.1.1, 2.1.2, 2.1.4, 2.1.7 et 2.1.8 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont mises en œuvre au niveau de la parcelle n°YO12, préalablement au début de son exploitation.

Lorsque les aménagements ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation de ces aménagements.

### **ARTICLE 13 – PHASAGE D'EXPLOITATION**

L'exploitation de la parcelle n°YO12 débute uniquement lorsque l'extraction est terminée sur les autres secteurs autorisés.

Les plans de phasage d'exploitation et de remise en état annexés à l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 sont remplacés par les plans annexés au présent arrêté.

### **ARTICLE 14 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES – INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

Les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Au niveau de la parcelle n°YO12, l'exploitant met en place un merlon périphérique réalisé avec le décapage de la terre végétale (au plus 2 m de haut) autour de la zone d'extraction. Ce dernier est végétalisé rapidement et est repris au fur et à mesure de l'avancée de la remise en état.

Les matériaux extraits sont sortis du site après extraction lors des campagnes d'extraction et le remblaiement se fait concomitamment à l'avancement de l'extraction.

### **ARTICLE 15 – FAUNE FLORE**

Les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les chênes présents le long de la voie communale n°8, en bordure des parcelles YO11 et A648, en regard de la parcelle YO12 sont préservés dans le cadre de l'exploitation (y compris pour l'aménagement de la traversée de la voie communale n°8 vers la parcelle YO12). Les lisières herbacées autour de la parcelle YO12 sont conservées autant que possible.

L'exploitant met en place des mesures de gestion et de retrait adaptées au Frigeron (espèce exotique envahissante à surveiller), au besoin.

### **ARTICLE 16 – AMÉNAGEMENTS PRÉALABLES À L'EXPLOITATION DE LA PARCELLE N°YO12**

Les dispositions de l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière et aux installations connexes est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès du public aux installations est interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation même partielle du site avant le terme de l'exploitation sans qu'une convention, co-signée (par les tiers et l'exploitant), précisant les conditions de sécurité à respecter et la nécessité de satisfaire aux dispositions du présent arrêté n'ait été préalablement établie.

La convention définit les modalités des gestions des parties communes aux activités (le cas échéant accès, circulation, gestion des eaux, moyens d'alerte et de secours,...) ainsi que la responsabilité de chacun. La convention vise à assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens,...). La convention précise les conditions d'informations réciproques en cas d'incident ou d'accident. L'ensemble des personnels concernés (de l'exploitant et des tiers) en est informé. Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection.

Le libre accès de l'exploitation au public est interdit. En tenant compte des dispositions paysagères prévues à l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment de l'excavation et des installations de traitement.

La clôture grillagée complétée et les barrières ou portail prévus à l'article 2.1.8 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont solides, efficaces et régulièrement entretenus. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, au niveau du périmètre clôturé.

En tête de fronts et de talus, des dispositifs de protection sont mis en place afin de les sécuriser.



## **ARTICLE 17 – PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE**

Les dispositions de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les éléments destinés à satisfaire à la circulaire interministérielle du 17 février 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 1er août 2003 pour les installations classées sont les suivants pour chacune des phases d'exploitation :

Phase quinquennale prévisionnelle des travaux	Référence cadastrale des parcelles concernées	Surface des travaux
Phase 2	YO6 p, YO7p, YO8p, YO43p, YO45p, YO46p	20 000 m <sup>2</sup>
Phase 3	YO45p, YO46p	20 000 m <sup>2</sup>
Phase 4	YO10p, YO12p, YO45 p, YO46p	30 462 m <sup>2</sup>

pp : parcelle prise pour partie.

Les articles L.114-3 à L.114-5 et L.531-14 du Code du Patrimoine s'appliquent lorsque, en cas de découvertes fortuites, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des vestiges ou objets archéologiques sont mis au jour. L'inventeur et le propriétaire sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, lequel doit prévenir la direction régionale des affaires culturelles des Pays-de-la-Loire (service régional de l'archéologie).

Deux mois avant chaque campagne de décapage, l'exploitant adresse au service chargé du patrimoine archéologique un plan de la zone à décaper accompagné du calendrier des travaux.

L'exploitant veille à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus à ce jour.

L'exploitant tient les éléments justifiant de la réalisation des dispositions relatives à l'archéologie préventive à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 18 – ÉPAISSEUR ET PROFONDEUR D'EXTRACTION**

Les dispositions de l'article 2.4.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont :

- Épaisseur maximale d'extraction : 12 mètres environ ;
- Cote minimale du fond de fouille : au moins un mètre au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues sans être inférieure à 66,2 m NGF.

## **ARTICLE 19 – TRAFIC – CIRCULATION DES ENGINS ET VÉHICULES**

Les dispositions relatives au trafic routier à l'extérieur du site de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Avant le démarrage de l'exploitation de la parcelle n°YO12 :

- l'exploitant met en place un panneau interdisant aux véhicules de plus de 3,5 t sortant de cette parcelle de tourner à droite et un panneau de « Stop » au niveau de la sortie de la carrière sur la voie publique ;
- l'exploitant dispose d'un accord formel du gestionnaire de la voie communale n°8 sur les mesures de sécurisation de la traversée de cette voie et les mesures d'informations des usagers qu'il met en œuvre, notamment lors des campagnes d'extraction et/ou de remblaiement (pose de feux de circulation, ou de dispositifs équivalent) ;
- l'exploitant dispose d'une autorisation de traversée de la voie communale n°8 délivrée par le gestionnaire de la voie et le cas échéant par l'autorité compétente, selon, la nature des moyens de transport employés.

La traversée de la voie publique se fait dans le respect des dispositions du Code de la route et du Code de la voirie routière.

L'exploitant renforce la surveillance de la qualité du revêtement de la route traversée et de sa propreté lors des campagnes d'extraction et/ou de remblaiement au niveau de la parcelle n°YO12 ;  
Au besoin et dès que cela est nécessaire, l'exploitant réalise, dans des conditions de sécurité adaptées, les opérations nécessaires au maintien en bon état de circulation (réparation, nettoyage,...) pour les usagers, de la portion de la voie communale n°8.

#### **ARTICLE 20 – REMISE EN ÉTAT**

Les dispositions du second alinéa de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La remise en état vise à la mise en sécurité du site et à son insertion paysagère satisfaisante dans son environnement. Elle conduit à restituer :

- une plate-forme, au Sud (parcelles A647 et A648), sur laquelle les hangars et l'atelier mis en place à l'entrée du site, l'aire étanche ainsi que le forage et les infrastructures sont conservés;
- un espace agricole, au Nord, après remblayage quasi intégral de la fosse d'extraction ;
- un espace agricole, au niveau de la parcelle n°YO12, après suppression des merlons périphériques et remblayage intégral de la fosse d'extraction.

#### **ARTICLE 21 – REMBLAIMENT**

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 2.5.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La carrière est remblayée principalement dans la partie nord de l'excavation, sur les parcelles YO6, YO7, YO8, YO10, YO11, YO43, YO45 et YO46 du plan cadastral de la commune de Tuffalun ainsi qu'au sud, sur la parcelle YO12.

Après extraction du gisement, la parcelle n°YO12 est remblayée en totalité afin de se raccorder aux terrains périphériques et de retrouver après la remise en place d'une couche de terre végétale suffisante pour l'usage futur agricole, une topographie au plus proche de celle d'origine.

#### **ARTICLE 22 – EAUX SOUTERRAINES**

Les dispositions de l'article 3.2.7.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place un troisième piézomètre de surveillance des eaux de la nappe Séno-turonienne. Cet ouvrage a une profondeur adaptée pour atteindre cette nappe mais sans descendre jusqu'à la nappe du Cénomanien. Il est positionné au sud-ouest de la parcelle YO12 (amont hydraulique du côté de la RD156).

Dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une analyse initiale portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé au niveau des eaux présentes dans le piézomètre susmentionné, présent sur la parcelle YO12.

A compter du démarrage de l'exploitation de la parcelle YO12, l'exploitant effectue, deux fois par an, en période de basses eaux, et en période de hautes eaux une mesure du niveau d'eau dans ce piézomètre. Simultanément, une analyse des eaux présentes dans cet ouvrage est effectuée sur les paramètres suivants : pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux.

L'exploitant réalise ensuite une analyse à l'issue de la phase quinquennale d'exploitation suivant le début d'exploitation de la parcelle YO12 et/ou à la fin de l'exploitation de cette parcelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé au niveau des eaux présente dans le piézomètre situé sur la parcelle YO12.

### **ARTICLE 23 – SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

Les dispositions du premier alinéa de l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Au moins deux campagnes de mesures sont effectuées, en période estivale en juin et début septembre aux 4 emplacements suivants, proches de l'emprise du site :

- Point le plus au Nord de l'emprise de l'établissement (Angle Nord-Ouest de la parcelle YO43) ;
- Point le plus au Sud de l'emprise de l'établissement (proche de l'angle Sud-Est de la parcelle A 647) ;
- Point le plus à l'Est de l'emprise de l'établissement (Angle Nord-Est de la parcelle YO10) ;
- Point le plus à l'Ouest de l'emprise initiale de l'établissement (Angle Sud-Ouest de la parcelle YO11).

A compter du début de l'exploitation de la parcelle YO12, au moins deux campagnes de mesures sont également effectuées, en période estivale en juin et début septembre à l'emplacement suivant :

- Point le plus à l'Ouest de l'emprise de l'établissement (Angle Sud-Ouest de la parcelle YO12).

Le plan localisant les points de suivi des retombées de poussières annexé au présent arrêté remplace celui annexé à l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°94 du 25 avril 2016 susvisé.

### **ARTICLE 24 – PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tuffalun (49700) et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Tuffalun (49700), pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la Préfecture de Maine-et-Loire – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – Bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 25- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 26 – EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de Saumur, la Maire de la commune de Tuffalun, et la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **21 JAN. 2026**

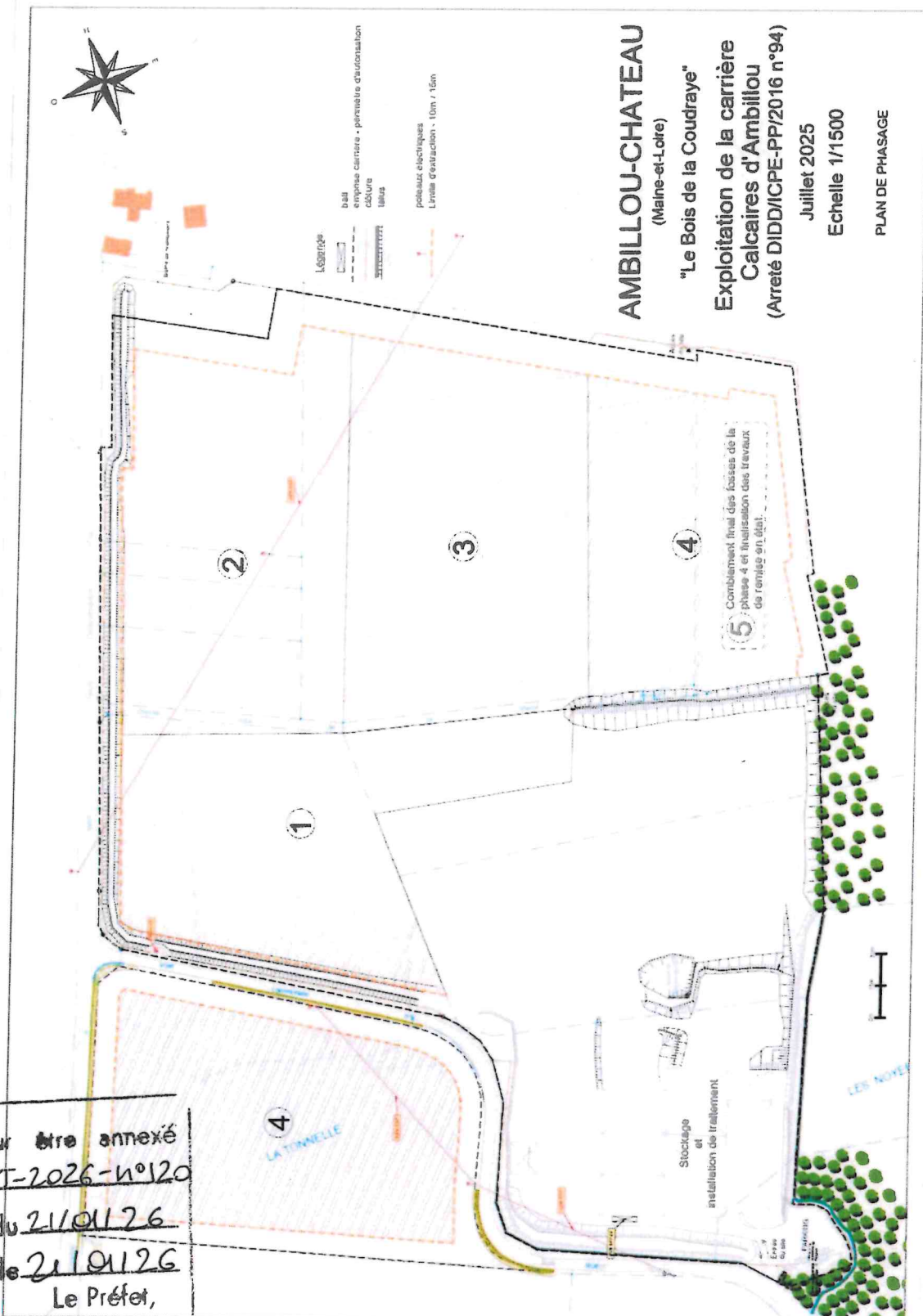


François PESNEAU





# PLAN DE PHASAGE D'EXTRACTION



Vu pour être annexé  
à DCPAT-2026-n°120  
en date du 21/01/26  
ANGERS, le 21/01/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAM LERAT

## PHASE 2



Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAH-LERAT

# PHASE 3

**AMBILLOU-CHATEAU**  
(Maine-et-Loire)

**"Le Bois de la Coudraye"**  
Exploitation de la carrière  
Calcaires d'Ambillou  
(Arrêté DIDD/ICPE-PP/2016 n°94)

Juillet 2025

Echelle 1/1500

PLAN DE LA PHASE n°3 - Etat à T + 15 ans



Su pour être annexé  
à DDPAT-2026-40120  
en date du 21/01/26  
ANGERS, le 21/01/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAM LERAT



# PHASE 4



Vu pour être annexé  
à DCP PAT-2026-4020  
en date du 21/01/26  
ANGERS, le 21/01/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAM LERAT.

# PHASE 5



Vu pour être annexé  
à DCPAT-2026-n°120  
en date du 21/01/26  
ANGERS, le 21/01/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAM-LERAT



# PLAN DU SITE REMIS EN ÉTAT

Vu pour être annexé  
à DCPAT-2026-40120  
en date du 21/01/26  
ANGERS, le 21/01/26  
Le Préfet,



**AMBILLOU-CHATEAU**  
(Marsat-et-Lodé)

"Le Bois de la Coudraye"

Exploitation de la carrière

Calcaire d'Ambillou

(Arrêté DADRCE-PP2016 n°94)

Juillet 2025

Echelle 1/1500

**PLAN D'ETAT FINAL**

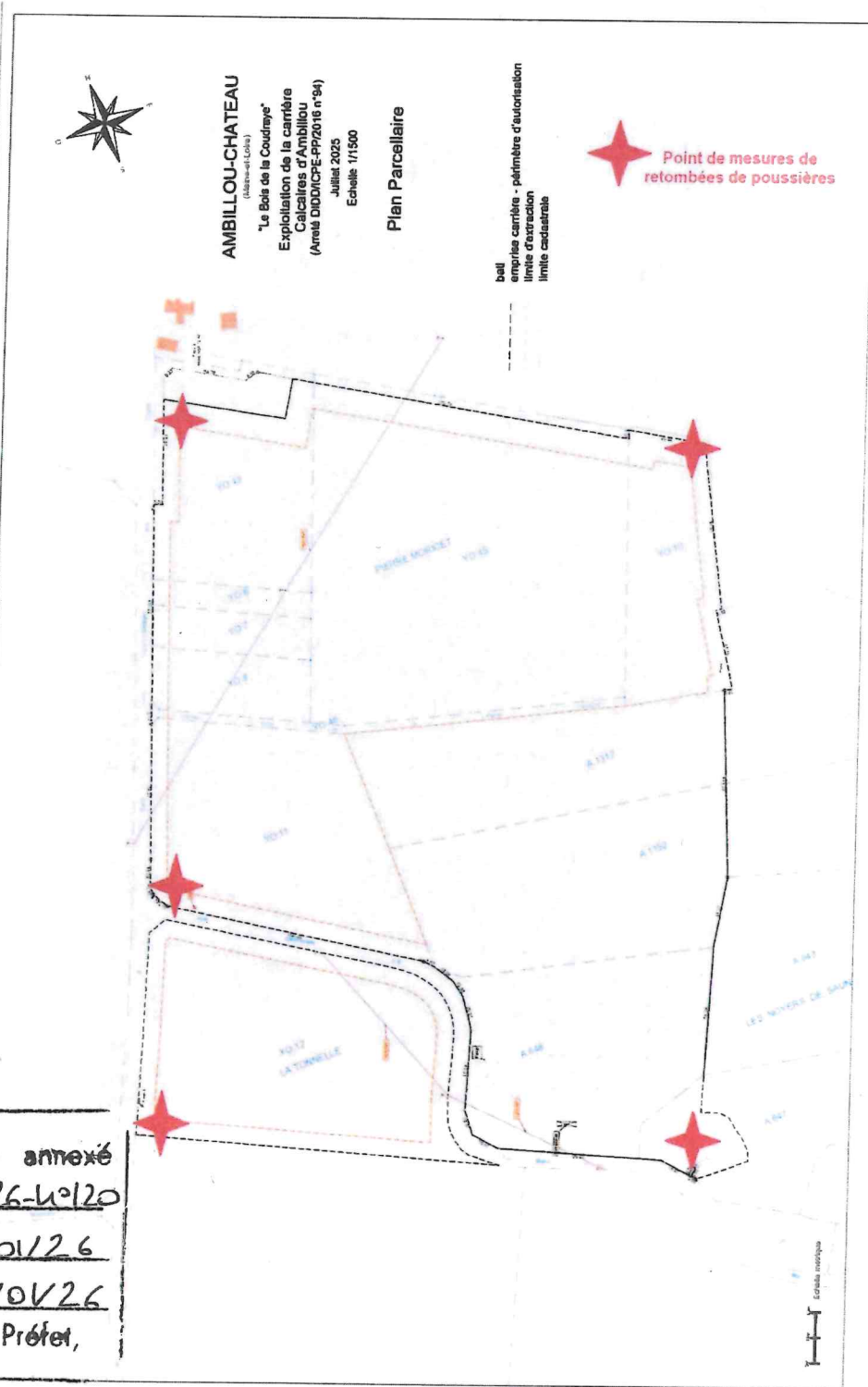
Limites de la zone autorisée  
Limites de la zone d'exploitation  
et de remblaiement  
Secteurs remis en état



Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative  
**Manuela INAH-LERAT**

## PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

(la localisation peut-être ajustée pour respecter les dispositions de la norme applicable, notamment les distances d'éloignement par rapport aux obstacles, arbres,...)



Vu pour être annexé  
 au DCCPAT-2026-W/20  
 en date du 21/01/26  
 ANGERS, le 21/01/26  
 Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAH LERAT